



## **Déclaration liminaire intersyndicale**

### **FS - SSCT de la Drôme du mardi 28 mai 2024**

Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs,

C'est avec une certaine gravité que les membres de la formation spécialisée siègent aujourd'hui : années après années, instances après instances, nous avons alerté l'administration sur la dégradation continue des conditions de travail des personnels de l'Éducation Nationale. Les réformes, incessantes et menées sans concertation réelle, l'absence récurrente de moyens, l'ajout de missions, toujours plus nombreuses et chronophages... ont profondément abîmé nos professions.

À l'échelle nationale comme départementale, les fiches SST décrivent sans détour des situations maltraitantes vécues par les collègues. Et que fait l'administration, pour les protéger ? Que répond-elle à un agent régulièrement mordu ou frappé par un élève dit « EBEP » ? Quid des mesures de prévention ?

Dans certains cas, l'attitude de l'institution à l'égard de la santé et la sécurité des personnels confine à l'absurde. Nous pensons ici à la situation très récente d'un collègue isérois, insulté et giflé par un élève. On pourrait imaginer ici que l'administration, garante de la sécurité de ses personnels, ait immédiatement pris sa défense. La réalité est tout autre : notre collègue, convoqué par les ressources humaines du rectorat, est finalement suspendu. Nous pensons également à la situation au LPO Jaume où un élève exclu définitivement de l'établissement par décision du Conseil de discipline a pu le réintégrer suite au choix de la commission d'appel, sans explication, ni accompagnement, ni protection des personnels. Et que dire du déploiement à marche forcée des logiciels OPALE et RENOIRH... L'institution est-elle à ce point indifférente à la souffrance des personnels ? Comment en sommes-nous arrivés là ?

Nous déplorons des réponses très tardives voire inexistantes aux avis votés.

Nous comptons 74 jours entre une alerte DGI faite et l'enquête menée sur place et plus d'un mois avant de recevoir le compte rendu de cette même enquête que nous avons dû réclamer.

Les réunions de l'instance ont un calendrier lunaire puisqu'il y a plus de 180 jours entre la 1<sup>ère</sup> et celle d'aujourd'hui ; et la prochaine sera dans 45 jours !

Les points sur les fiches SST supposés avoir lieu en présence du secrétaire général se font majoritairement en son absence.

Les IEN et les chefs d'établissement ne se préoccupent guère des mises à jours des DTA d'après les remontées de nos collègues.

Les registres hygiène et sécurité sont toujours méconnus alors qu'il a été dit deux fois, ici, en deux ans que les chefs d'établissement et les IEN devraient expliciter leurs rôles et donner les noms des assistants de prévention. Doit-on comprendre que les instructions données se sont envolées ?

Quant aux GT, ce n'est pas moins exotique comme exercice. Visites en décembre, compte rendus en mai, synthèse en juillet.

Nos collègues souffrent ; des élèves souffrent ; des parents perdent confiance dans l'enseignement public.

Ultime provocation, la réforme du « choc des savoirs », signe la fin du collège unique et organise le tri social des élèves dès l'âge de 11 ans.

La majorité des Organisations Syndicales conteste le modèle d'École voulu par le gouvernement de l'école primaire au lycée : énième réécriture des programmes sous le seul angle des neurosciences, groupes de niveau, classes prépa 2<sup>nde</sup>, réforme du lycée, Parcoursup, évaluations nationales standardisées dans toutes les classes, manuels scolaires imposés. Ce modèle vise à faire sortir de l'école publique, le plus tôt possible et à chaque étape de leur scolarité, les élèves des classes populaires et à favoriser l'École Privée qui bénéficiera d'un système dérogatoire à la réforme. Il s'attaque aussi à l'autonomie professionnelle et à la liberté pédagogique, vues comme des obstacles à l'application mécanique de réformes pourtant quasi unanimement rejetées.

Au collège, la note de service du 15 mars ne trompe personne : l'organisation en groupes de niveau, requalifiés en groupes de « besoins », vise bien à creuser les inégalités entre les élèves et à mettre au pas les professeurs. Faute de convaincre celles et ceux qui font l'École de renoncer à leur éthique du Service Public, elle s'en remet au management local pour tenter d'imposer ce que toutes et tous rejettent. Quelle nouvelle preuve de mépris !

Pour éviter une fracture majeure avec les personnels, l'institution doit arrêter de faire semblant de prendre en compte la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents, en se saisissant sérieusement et efficacement des situations qui affluent quotidiennement.

---